

informations

midi-pyrénées

la
cgt
comité régional

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Vos luttes dans la région
Aide à domicile (46)



A la une
Charte FISO



Actualité régionale
AG de l'IRHS

N°189

Juin 2010

11^e conférence régionale



Editorial	2
A la une	3
• Signature de la charte FISO	
Vos luttes dans la région	4
• Aide à domicile (46)	
• Leclerc (65)	
• Intermarché (81)	
• SAM (12)	
Professions	5
• Santé - Action sociale	
Activité Régionale	6
• La CGT préside l'IRT	
• A vos agendas	



Dossier	7
11 ^e Conférence Régionale	
• Contribuez aux débats préparatoires	
• Etats des lieux	
• Le projet syndical en région	
• L'outil régional	

Activité CGT/CESR	11
• Actualité de l'activité CGT	
Vie Syndicale	13
• Progression historique de la CGT	
• 1 ^{er} rencontres de la psychiatrie en Midi-Pyrénées	
Actualité Régionale	14
• Assemblée Générale de l'IRHS	



Comité Régional CGT
Midi-Pyrénées
7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE

Prix : 1€ • N° 189 • Juin 2010
N° d'inscription à la CP 0206S05720
ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication :
Roger-Pierre Lemouzy
Tél. 05 61 23 35 52 - Fax 05 61 21 82 23
e-mail : cgt.crm@wanadoo.fr
site : www.cgt-midipyrenees.com

Conception et réalisation :
Christine Fages
Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

Imprimé par le
Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

informations

Nous pouvons gagner ! Faisons signer massivement la pétition

La journée interprofessionnelle d'action du 27 mai pour l'emploi, les salaires et les retraites a été un succès. En France 1 million de manifestants, sur notre région, les manifestations ont rassemblé 71 000 salariés-ées, privés d'emploi, des jeunes et des retraités. Pendant plus d'une semaine le gouvernement et la pression médiatique diffusaient des messages comme si l'âge légal de départ en retraite était déjà reporté. Malgré cette bataille idéologique du gouvernement et de sa pensée libérale qu'il faut travailler plus longtemps, un sondage indique que 68% de la population veut garder l'âge légal de départ en retraite à 60 ans. Après les 23 novembre, 1er mai, et le 27 mai nous sommes bien dans un processus d'action qui se poursuit avec une nouvelle journée de mobilisation qui aura lieu le 24 juin 2010.



Les actions et les luttes dans les entreprises nourrissent les journées interprofessionnelles et vice versa. Nous pouvons gagner à condition d'amplifier le rapport de force, et nous pouvons le faire en s'appuyant sur le succès de la pétition et sur les luttes dans les entreprises, celles-ci sont très souvent couronnées de succès.

C'est dans ce contexte revendicatif en hausse que nous préparons notre 11^{ème} Conférence Régionale qui aura lieu les 15 et 16 novembre 2010 à Auch. Vous avez dans les pages centrales du bulletin le 4 pages qui annonce la Conférence, il est destiné aux syndicats de notre Région. Notre ambition étant que nos syndiqués participent aux débats par l'apport de contributions qui permettront d'enrichir le document préparatoire à la conférence.

Roger-Pierre LEMOUZY

Secrétaire Général du Comité Régional Midi-Pyrénées



Signature de la charte FISO

pour maintenir et développer
entre autre les compétences des salariés

Au travers de la COPIRE (Commission Paritaire Interprofessionnelle Régionale pour l'emploi et la formation professionnelle), les Organisations Syndicales Représentatives des salariés, s'expriment et précisent leur engagement dans la charte du Fond d'Investissement Social, le FISO.

Participer à coordonner les efforts en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle avec les partenaires sociaux nous paraît fondamental, favorisant le dialogue social territorial.

Suite au mouvement social unitaire de Janvier 2009, le FISO est né de la volonté partagée des partenaires sociaux et de l'Etat et a pour but de coordonner les dispositifs ayant vocation au soutien et la sauvegarde de l'emploi dont :

- La formation et le soutien aux salariés et aux demandeurs d'emploi exposés à la crise,
- L'appui à la reconversion des salariés licenciés économiques bénéficiaires de la CRP et du CTP,
- La formation des demandeurs d'emploi,
- L'appui aux démarches territoriales et sectorielles de gestion de la crise,

- Le renforcement des mesures en faveur des jeunes,
- Le renforcement des dispositifs de soutien à la création d'emploi

Dans notre région, les salariés ne sont pas épargnés par la crise, des entreprises continuent à fermer, d'autres ont recours au chômage partiel, des emplois industriels continuent à être détruits, ... dans ce contexte, les mesures initiés par le FISO restent d'actualité pour maintenir et développer entre autre les compétences des salariés.

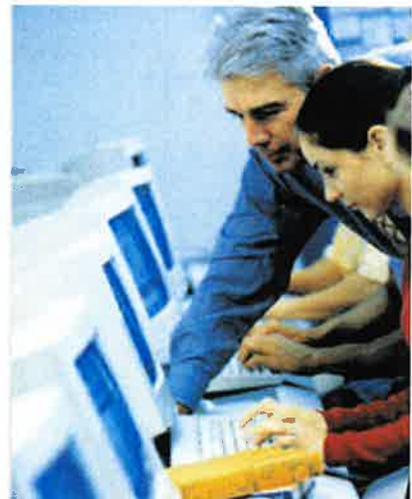
Ainsi comme l'indique le préambule de la charte " l'objet est bien d'agir de manière partenariale et innovante, en Midi-Pyrénées, pour favoriser le soutien et l'accompagnement de projets territoriaux, sectoriels voire d'entreprises centrés sur une logique de sécurisation des parcours professionnels des salariés et des demandeurs d'emploi. "

Nous pensons qu'avec cet outil, nous serons mieux à même d'agir au plus près des territoires et des salariés, dans les grandes entreprises comme dans les TPE/PME. Avec cette charte, les organisations syndicales salariales en Midi-Pyrénées pourront faire vivre plus efficacement et au plus près des

besoins les dispositions du FISO.

Nous remercions les services de la DIRRECTE, ex-DRTEFP, de nous avoir permis d'élaborer une charte régionale et d'avoir favorisé un dialogue social de qualité, ce qui va permettre aux organisations syndicales CGT, CFDT, Force Ouvrière, CFTC, CFE-CGC de signer ensemble cette charte.

Déclaration de Daniel HAUT (CGT COPIRE)
pour l'ensemble des OS salariés



Aide à domicile (46)



Face aux difficultés financières des services d'aide à domicile dans le Lot, le conseil général tente d'imposer le projet " pilote " d'une société d'économie mixte (SEM) qui fait entrer des banques et des sociétés d'assurance dans son capital, malgré l'opposition des salariées, bénéficiaires, associations d'aide à domicile...

La SEM est un projet lourd de menaces :

- Pour les services d'aide à domicile passant du secteur associatif, social et médico-social, privé non lucratif au secteur du commerce

lucratif

- Pour les personnes âgées traitées selon leurs moyens
- Pour les salariées qui perdront leurs conventions collectives et auront des conditions d'emploi et de travail plus précaires
- Pour les associations de l'aide à domicile marginalisées

Pour la CGT, une solution pérenne doit s'inscrire dans un projet de société solidaire et les valeurs du service public. Elle propose un groupement coopératif social et médico social (GCSMS)

- Pour maintenir l'aide à domicile

dans le secteur social et médico social

- Pour préserver les emplois et les conventions collectives, améliorer les conditions de travail et la professionnalisation
- Pour garantir la qualité du service et l'égalité de traitement

À ce jour, le projet de GCSMS rencontre un large soutien. Une pétition a recueilli 6000 signatures. D'autres initiatives sont en cours. Un rassemblement régional est prévu le 23 juin à 14h au Conseil général du Lot.

Leclerc (65)

Mobilisation le mardi 20 avril 2010 au Tribunal des Prud'hommes de Tarbes, pour soutenir les 3 salariées du Leclerc Méridien d'Ibos, injustement licenciées pour avoir participé à la journée d'action du 19 mars 2009. A l'appel du Comité de soutien et de l'UD CGT Hautes-Pyrénées, les 250 manifestants, ainsi qu'une délégation du Sud Ouest du Collectif National CGT de Leclerc ont exigé que cesse la répression syndicale et l'annulation des ces licenciements.



Intermarché (81)

Journée d'action le 21 mai 2010 à Intermarché Rabastens. Rassemblement organisé par l'UL CGT de Saint-Sulpice pour soutenir les salariés victimes de discrimination syndicale et de conditions de travail déplorables.

SAM (12)

Après 4 jours de conflit avec blocage total du site les salariés de la SAM avec la CGT ont gagné sur la totalité de leurs revendications. La détermination des salariés, a obligée la direction d'annuler la délocalisation d'une production et le plan de licenciement de 6 salariés. Cette victoire est la démonstration que le rapport de force (95% de grévistes) est l'élément incontournable pour gagner. Suite à ce mouvement social, le syndicat CGT a réalisé quatre nouvelles adhésions.



Santé Action Sociale

leurs salaires ne peuvent plus attendre

La pression monte dans les cliniques privées.

Depuis de nombreuses années, les salariés du secteur de la santé constatent que leurs salaires sont très insuffisants, et que ne sont pas prises en compte ni la reconnaissance des qualifications, ni la pénibilité de leur travail.

Depuis deux ans dans un très grand nombre de cliniques les directions refusent toute augmentation de salaire. Les actionnaires de ces cliniques privées préfèrent investir dans la construction de nouveaux bâtiments, obtenir l'agrément pour de nouvelles activités plus rentables, accroître leurs profits, plutôt que de répondre aux revendications salariales des personnels.

De plus en plus de salariés des cliniques affirment que leurs salaires ne peuvent plus attendre.

Élément nouveau, ils agissent concrètement comme à Montauban à la clinique du Pont de Chaume où après 19 jours de grève la direction est contrainte de reculer, les personnels gagnant une augmentation du pouvoir d'achat :

- Pour 2010, une prime de 500 euros et une prime égale au tiers du salaire de base brut,
- Pour 2011, les acquits de 2010 + 1,5% de la valeur du point.
- Pour 2012, les acquits de 2010 et de 2011 + 1,5% de la valeur du point.
- Ils ont aussi gagné la subrogation en cas de maladie, et le passage de 3 à 2 jours de carence lors d'arrêt maladie.

La lutte exemplaire des salariés de cette clinique est contagieuse pour les salariés de ce secteur. A Albi par exemple, les personnels de deux

cliniques (Claude Bernard, Toulouse Lautrec) organisent des assemblées générales pour préparer les NAO, ils adhèrent à la CGT.

Le 27 Mai ils étaient en grève, et nombreux à la manifestation pour l'emploi, les salaires et les retraites. Ainsi à Toulouse des personnels de Médipole Garonne s'organisent en adhérant à la CGT, et comme le dit Monique : " Cela nous permettra de présenter des listes CGT aux élections du mois de juin, d'avoir par la suite des élus plus efficaces pour nous représenter. "

Alors que la Fédération Hospitalière Privé annonce 0% d'augmentation, la CGT met en débat la proposition d'une action coordonnée en direction de la chambre patronale régionale pour exiger l'augmentation de la valeur du point à +10%.



La CGT préside l'Institut Régional du Travail



Depuis plus de 7 ans l'IRT connaît désormais une activité de formation universitaire soutenue, destinée aux militants des organisations syndicales CFDT, CGT, FO fondatrices des Instituts Régionaux du Travail issus du mouvement d'éducation populaire de l'après guerre. Cette activité a permis à notre IRT d'acquiescer une notoriété à l'intérieur de l'université du Mirail dont il est une composante à part entière et dont le Président indiquait tout récemment qu'il constituait pour l'université une démarche innovante et une ouverture sur le monde du travail. Cette notoriété est également reconnue à l'extérieur auprès des institutions, Conseil Régional, DRTE et autres partenaires avec lesquels l'IRT développe des collaborations fructueuses.

L'activité de formation n'est pas la seule et la démarche de recherche est présente dans les préoccupations des syndicalistes qui participent au développement de l'IRT. En avril dernier les Entretiens de l'IRT ont permis de rendre compte des travaux de recherche sur les discriminations au cours d'un colloque qui a rassemblé de nombreux participants appartenant aux 3 organisations syndicales.

Le comité Régional CGT Midi-Pyrénées à l'origine de cette création a toutes les raisons d'être satisfait de ce développement. Il réfléchit dans le cadre de la préparation de la 11ème conférence régionale à améliorer l'offre de formation universitaire qu'il propose et à impulser une véritable dynamique autour de ces enjeux de formation

pour les militants-es. En effet, ces formations, leur contenu ont été élaborées pour permettre aux militants de nos organisations syndicales de comprendre les enjeux, les problématiques nouvelles qui traversent le territoire régional en s'enrichissant des apports théoriques et fondamentaux d'universitaires. Face aux évolutions rapides nous devons réfléchir à renouveler cette offre pour qu'elle corresponde encore mieux aux besoins d'aujourd'hui.

Lors du dernier CA, la CGT a été portée à la Présidence de l'IRT et c'est Antoine LOPEZ secrétaire général de l'UD du Tarn et Garonne qui a été élu. Cette élection constitue un atout majeur pour notre activité de formation afin qu'elle soit encore mieux appropriée par nos directions syndicales.

A vos agendas

Rassemblement régional

" Aide à domicile " : le 23 juin 2010 à 14 heures à Cahors (46)

IRT

Stage " développement économique régional et intervention syndicale " :
28 et 29 juin 2010

Journées d'études régionales

- " Protection sociale " 20 et 21 octobre 2010 à Soueix (09)
- " Politiques industrielles - Services Publics " 28 octobre 2010 à Montauban (82)

midi-pyrénées

la
cgt
comité régional

11^e

Conférence Régionale

AUCH - 15 et 16 novembre 2010

Contribuez aux débats préparatoires

La Conférence Régionale CGT de Midi-Pyrénées qui aura lieu les 15 et 16 novembre à AUCH constituera un moment important de démocratie.

Elle permettra d'évaluer ensemble le travail qui a été engagé durant ces 3 dernières années.

Elle va décider de donner de *nouvelles perspectives* pour peser sur les choix politiques, sociaux et environnementaux dans notre région. Elle va *contribuer à amplifier* le rapport de force dont nous avons besoin pour un syndicalisme de conquêtes sociales.

La situation de crise systémique que nous traversons a forcément des répercussions dans notre région. Les luttes n'ont cessé de s'accroître contre cette politique gouvernementale destructrice au service du capital.

Depuis plusieurs années, nous assistons à une accélération des transferts de compétences vers la collectivité territoriale régionale. Le territoire régional est devenu un espace où *se discute, se développe, se décide*, une stratégie en matière

d'activité économique, d'aménagement du territoire, de services publics, de transports, de santé, de formation professionnelle, de recherche et d'enseignement supérieur.

D'importantes décisions politiques se prennent au niveau de la Région, *c'est un défi pour toute la CGT.*

Face à ces enjeux, le Comité Régional doit permettre aux syndicats de s'approprier cette dimension.

Notre ambition est de *faire vivre notre projet syndical* sur l'espace régional.

Pour avoir une conférence la plus démocratique possible, nous nous tournons vers nos syndiqués. Nous souhaitons que *nos syndicats s'expriment* sur les enjeux régionaux, disent comment ils les travaillent dans les entreprises et les territoires. L'ambition qui nous anime, c'est une conférence préparée par toutes nos forces syndicales. Vos idées et propositions contribueront à construire le document qui sera soumis à la réflexion des délégués à la conférence.

Grâce à cette démarche nous aurons une CGT en région offensive et conquérante, tel est l'enjeu de notre Conférence Régionale.

Etats des lieux

Midi-Pyrénées en quelques chiffres

Démographie :

Midi-Pyrénées compte **2 865 000 habitants**, dont 75 % ont moins de 60 ans.



Une situation de l'emploi compliquée et disparate :

Au 31 mars 2009, **plus de 5 000 emplois** ont été détruits sur un an. Les départements les plus affectés sont les Hautes-Pyrénées, l'Ariège et le Gers. Seule la Haute-Garonne a un solde positif. Au total les emplois salariés **ont chuté de près de 1,4 %** en 2009.

Départements	Emploi salarié au 1 ^{er} janvier 2008
Ariège	44 223
Aveyron	90 668
Haute-Garonne	492 660
Gers	56 371
Lot	52 268
Hautes-Pyrénées	78 044
Tarn	109 194
Tarn-et-Garonne	68 765
Midi-Pyrénées	992 193

Un chômage en nette progression en 2009 : au 4^e trimestre il s'élève à **9,5 %** (+ 1,6% au 4^e trimestre 2008)

Départements	Chômage
Ariège	11,5% (+2,1)
Aveyron	6,6% (+1,3)
Haute-Garonne	9,5% (+1,5)
Gers	6,9% (+1,3)
Lot	9,1% (+1,9)
Hautes-Pyrénées	10,9% (+2,6)
Tarn	10,6% (+1,2)
Tarn-et-Garonne	11% (+1,5)

Une précarité concernant autant le rural que l'urbain :

1 ménage sur 3 est considéré comme pauvre ou modeste en Midi-Pyrénées : ce sont majoritairement les moins de 30 ans et les plus de 65 ans. Sur le pôle urbain, 48 % des ménages ont un emploi.

Les faibles revenus sont particulièrement concentrés sur l'Ariège et le Tarn-et-Garonne. Le nombre **d'allocataires RSA y est un des plus forts** de France, de même que les bénéficiaires de la CMU.

Sur nos 8 départements, il y a de fortes disparités, mais chacun possède des atouts économiques.



Le projet syndical en région

“Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées”

Partir du diagnostic régional pour élaborer et porter nos propositions en matière économique, sociale et environnementale.

Comme nous l'avons évoqué lors de notre précédente Conférence Régionale, notre région a des atouts par la diversité de ses ressources industrielles. Force est de constater que nos territoires ont subi une désindustrialisation. Notre ambition est de faire prendre conscience aux salariés que d'autres choix sont possibles.

Construire des projets revendicatifs en territoire.

Le 49^e Congrès Confédéral a affirmé : “Si les territoires doivent s'affirmer comme des lieux essentiels de constructions revendicatives, il nous faut partir des besoins des salariés là où ils sont pour promouvoir une conjugaison harmonieuse entre vie au travail et vie sociale. Les bassins d'emploi, avec la diversité de leurs périmètres, méritent toute notre attention dans cette construction.”

Le Comité Régional a décidé, à partir des luttes dans les entreprises, d'amplifier le rapport de force.

Pour cela, il a validé le principe de travailler à partir des zones d'emploi, pour créer les conditions d'un développement plus important des luttes, pour les faire converger et obtenir des conquêtes sociales, comme à la SAM à Decazeville et à la Clinique du Pont de Chaumes à Montauban.



Nous sommes partis de la réalité des territoires.

Connaître le salariat dans nos 18 zones d'emploi nous aide à mesurer les évolutions de celui-ci, ce qui nous permet d'être plus offensifs et de coller à la réalité du monde du travail.

Pour aider les syndicats, le Comité Régional a réalisé des diagnostics et des portraits de territoires par zones d'emploi. Nous avons décidé, pour coordonner le travail professions/organisations territoriales dans chaque zone d'emploi, de proposer un animateur pour élaborer et faire vivre des plans de travail, effectuer le suivi des évolutions des objectifs et pointer les actions entreprises.

Le projet doit en effet être construit avec toutes nos forces CGT afin qu'il soit porté par l'ensemble de notre corps militant, pour travailler la cohérence et la convergence en lien avec le dialogue social territorial.

Nous avons décidé d'une campagne régionale sur l'emploi autour des projets revendicatifs.

Avec comme slogan “Vivre et Travailler partout en Midi Pyrénées”

Cette décision partagée de construire les revendications à l'échelle du territoire, en lien avec les salariés et les populations, impacte notre façon de travailler, demande un travail croisé entre les structures territoriales et professionnelles.

Nous avons avancé sur cette question, des réalisations se sont concrétisées sur Figeac-Decazeville-Villefranche-de-Rouergue au niveau de l'offre de soins, Mecanic Vallée sur les relations entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants, plusieurs initiatives sont en cours dans d'autres bassins d'emploi. Cependant nous avons été confrontés à des difficultés qu'il nous faut identifier.

Nous devons partager ce bilan et pousser encore plus loin la réflexion sur les autres zones d'emploi, tel est l'enjeu de la Conférence Régionale.

L'outil régional :

Ensemble, construire une démarche syndicale partagée en territoire

Avoir un outil régional permettant d'élever le rapport de force est indispensable et nécessaire, afin de satisfaire les besoins des salariés.

Il y a 3 ans, notre outil régional a évolué. En effet le croisement de la réflexion des responsables de professions, d'Unions Départementales et de bassins d'emploi a produit des initiatives nouvelles dans les territoires.

Notre 11^e Conférence Régionale doit permettre d'aller encore plus loin dans ces mobilisations, le 49^e Congrès Confédéral nous y invite à travers les conférences territoriales.

L'outil régional est composé de *25 membres, avec un secrétariat de 6 camarades et 3 collaborateurs*. Des groupes de travail régionaux ont été créés et ont alimenté la réflexion en proposant des initiatives au Comité Régional.



Par contre, certains ont moins bien fonctionné. Notre volonté est d'arriver à ce que le fonctionnement des groupes de travail régionaux soit en lien plus étroit avec l'activité revendicative dans les territoires.

Nous pouvons décliner notre outil en 3 dimensions : articuler, mutualiser et construire.

Articuler :

Cette action doit faire le lien entre les différentes organisations de la CGT pour les mettre en mouvement. Pour être plus forts et faire vivre nos propositions, il est évident que nous devons articuler les projets au niveau régional pour être plus efficaces.

Mutualiser :

Une fois les projets déterminés, il est nécessaire de les faire partager pour une mise en commun. Cela suppose un échange pour les actions et les réalisations. Le Comité Régional devient un lieu pertinent de mutualisation pour aider dans la démarche d'élaboration de nos projets revendicatifs.

Construire :

C'est réaliser les projets, cela passe par l'élévation du rapport de force pour faire vivre nos propositions et les imposer.

Dans la mise en œuvre de cet outil régional, vous êtes invités-es à apporter vos contributions.

*Tel est l'enjeu de la
11^e Conférence Régionale!*

Je donne mon avis

.....

.....

.....

.....

.....

.....



A retourner au Comité Régional CGT Midi-Pyrénées :
7, place du fer à Cheval - 31300 TOULOUSE - mail : cgt.crmp@wanadoo.fr



Actualité de l'activité CGT

PALITO : A QUOI JOUE LA SNCF ?

Il existe une ligne ferroviaire qui traverse notre pays du nord au sud, constituant un axe Paris - Limoges - Toulouse, en abrégé PALITO.

C'est une ligne à caractère national, assurant un trafic mixte (marchandises / voyageurs) qui contribue à desservir 3 régions, 32 départements, 7 grandes agglomérations, soit plus de 3 millions d'habitants. Il s'agit donc d'un axe ferroviaire indispensable à l'emménagement et à la cohésion sociale des territoires qu'il traverse.

Pour la SNCF, PALITO n'est qu'un axe commercial considéré comme insuffisamment bénéficiaire. A ce titre, la direction a convié les 3 régions (Centre, Limousin, Midi-Pyrénées) à une rencontre le 17 novembre 2009 pour réfléchir à l'avenir de cette ligne. Les CESR des 3 régions ont à leur tour été missionnés pour analyser le sujet. Pour cela, ont été auditionnés les associations d'usagers, les organisations syndicales de cheminots (CGT, UNSA, CFDT et FO), ainsi que les représentants de RFF (Réseau Ferré de France) et de la SNCF. Trois thèmes ont été abordés :

- le matériel

- les infrastructures
- les dessertes

D'un commun accord, les trois CESR ont décidé d'un quatrième thème : le FRET.

Pour la SNCF ainsi que pour RFF, la situation est la suivante : L'introduction progressive de la concurrence dans les transports de passagers depuis le 1er janvier 2010, va remettre en cause les péréquations financières internes à la SNCF. C'est la raison pour laquelle elle ne s'estime plus en mesure de financer ces services déficitaires ou insuffisamment rentables, en faisant appel aux marges dégagées par les TGV. La SNCF préconise de fixer des règles permettant l'exploitation des lignes déficitaires reconnues d'aménagement du territoire.

Concernant PALITO, la SNCF propose, pour le matériel, une troisième rénovation d'anciennes

voitures voyageurs construites dans les années 1970 qui se sont d'abord appelées CORAIL, avant d'être dénommées TEOZ. Cette nouvelle rénovation prolongerait la durée de vie de ce matériel de 15 à 20 ans, ce qui permettrait, aux dires de la SNCF, d'attendre la mise en service des relations TGV :

- Toulouse - Bordeaux - Paris, pour la partie Sud
- Limoges - Poitiers pour le Centre
- Paris - Orléans - Clermont - Lyon pour la partie Nord

Cet axe, à l'issue de ces mises en services, serait donc éclaté en trois parties. Il reviendrait aux TER (financés entièrement par les régions) d'assurer la continuité du service public sur les morceaux de territoires restant.

La CGT, présente dans les groupes de travail des 3 CESR, a fait valoir un autre scénario.



Actualité de l'activité CGT



I. LES ACTIONS IMMEDIATES

- Remettre en place tous les arrêts dans les villes moyennes de la ligne pour les trains qui la parcourent (Caussade, Gourdon, Souillac, Uzerche, St Sulpice Laurière, La Souterraine, St Sébastien, Argenton sur Creuse, Châteauroux, Issoudun, Vierzonet Orléans/Les Aubrais),
- Inscrire la ligne PALITO au schéma national d'infrastructure des transports (SNIT) de manière à ce qu'elle conserve sa cohérence Nord/Sud,
- Améliorer la qualité de service (régularité, propreté du matériel, confort à bord...),
- Ouvrir toutes les gares à la gamme tarifaire qui n'est accessible à ce jour que dans les grandes gares,
- Humaniser les gares et les rendre accessibles pour les personnes à mobilité réduite,
- Mettre en œuvre un moratoire sur le projet d'abandon par la SNCF du fret de proximité (wagon isolé).

II. LES ACTIONS A COURT TERME

(3 ans maxi à partir de 2010)

- Renouveler le matériel en mettant en service sur cet axe des rames TGV
- Moderniser les infrastructures :

Supprimer les passages à niveau entre La Souterraine et Vierzon, comme prévu dans le contrat de plan Etat - Région Centre signé le 8 mars 2007 et toujours pas réalisé.

- Mettre en service un système de signalisation autorisant la vitesse de 220 km/h entre Vierzon et Paris.
- Accélérer la mise au gabarit B+ des tunnels pour permettre le passage des trains de marchandises transportant des grands containers ou des camions.

III. LES ACTIONS À MOYEN ET LONG TERME :

La construction de la ligne TGV Paris/Austerlitz - Vierzon - Clermont - Lyon permettra de doubler la capacité de la LGV actuelle Paris - Lyon qui arrive à saturation.

L'utilisation de cette nouvelle ligne à grande vitesse, conjuguée à une amélioration de l'infrastructure entre Vierzon et la capitale Limousine, mettrait Limoges à 2 heures de Paris, Brive à moins de 3 heures et Cahors à 4 heures.

IV. LE FINANCEMENT DE CES PROJETS : LA CGT PROPOSE :

- De créer un fonds spécial d'investissement conformément à la loi Grenelle I, qui précise "qu'il faut

donner la priorité à la régénération et à la modernisation du réseau existant",

- D'utiliser une part du grand emprunt (15%), ce qui représente 5 milliards d'Euros et qui permettrait de finaliser un certain nombre de projets ferroviaires, dont la modernisation totale de l'axe PALITO.

En conclusion, l'avenir de la ligne ferroviaire PARIS - LIMOGES - TOULOUSE, comme beaucoup d'autres, est étroitement lié au devenir de l'entreprise publique de service public qu'est la SNCF. Si celle-ci poursuit ses orientations d'éclatement par activité à but uniquement commercial, elle condamnera à terme toute possibilité de développement du transport ferroviaire, qu'il soit voyageur ou marchandise. Ce sujet était au cœur de la grève des cheminots d'avril 2010.

Jean-François AGRAIN

Conseiller CGT, Commission 1
Aménagement du territoire





Progression historique de la CGT !

Les élections des membres du Comité d'Entreprise et les Délégués du Personnel qui se sont déroulées le 25 mars dernier à la CRAM Midi-Pyrénées ont montré une nette progression de la CGT.

Pour les employés, la CGT remporte un siège supplémentaire en CE totalisant ainsi, 4 sièges sur 6 (64,6 % des voix) soit une progression de 12,8 % par rapport aux dernières élections en 2006.

Pour les cadres, la CGT obtient en CE 45,6 % des voix soit une progression de 7,5 %.

En DP, pour les employés, la CGT totalisent 58 % des voix en titulaires (+ 4,80 %) et 64,1 % en suppléant avec un siège supplémentaire soit une progression de 11,70 %.

Pour les DP cadres, la CGT progressent de 13,70 %.

Ces résultats sont d'autant plus significatifs qu'ils sont l'expression de 78 % du personnel pour les employés et 79 % pour les cadres, expression qui démontre une réelle confiance des collègues de la CRAM envers la CGT.

Cette confiance s'était déjà manifestée par les 20 adhésions réalisées en 2009 et les 5 supplémentaires depuis janvier 2010 dont 3 suite aux résultats des élections.

Le syndicat a le vent en poupe, direz-vous ? !

Certes, ce n'est sûrement pas le fruit du hasard, une telle progression est le reflet d'un syndicat qui fonctionne collectivement, où chaque élu compte pour un et met la main à la pâte. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Tout d'abord, parce-que l'ancienne

équipe a intégré et fait confiance aux nouveaux, en leur donnant des responsabilités. La nouvelle équipe mise en place lors du dernier congrès de notre syndicat le 10 juin 2008 est donc composé de nouveaux et d'anciens élus et mandatés. La formation syndicale des jeunes associée à l'expérience des anciens a permis à chacun de trouver et d'occuper rapidement sa place. Notre travail d'équipe repose avant tout sur le débat démocratique, la transparence, le respect mutuel, principes fondamentaux et incontournables. Le résultat de ces élections est la démonstration que les salariés de la CRAM reconnaissent le rôle de la CGT dans la prise en compte et la défense au quotidien de leurs revendications.

1^{es} rencontres de la psychiatrie en Midi-Pyrénées :

"déviance gestionnaire et sécuritaire au détriment du prendre soins"

Le 27 avril 2010, le CHS Marchant accueillait les 1^{ères} rencontres régionales de la psychiatrie organisées par la coordination régionale CGT santé et action sociale, en partenariat avec Erasme et les CEMEA.

Le succès de cette initiative s'est traduit par une participation importante avec plus de 340 personnes présentes (salariés du sanitaire, du social et du médico-social, étudiants...).

L'intérêt porté à ces rencontres témoigne d'une forte attente des professionnels de nos secteurs, ils aspirent à redonner du

sens à leur travail et à se réapproprier leurs missions de soins.

Les témoignages de luttes des camarades du CHS d'Auch ont ouvert les débats et donné le ton à cette journée tournée vers la mise en commun et la construction revendicative : sortir de la plainte, refuser de subir les attaques portées par les réformes et les discours sécuritaires tenus au plus haut sommet de l'Etat ; ils sont porteurs d'exclusions, d'abandon et de négation de la folie : 30% des SDF sont des psychotiques, 40% des détenus présentent des troubles mentaux.

Le débat sur la psychiatrie renvoie à la

place que notre société accorde à la prise en charge des malades mentaux, il dépasse largement nos seuls champs professionnels du sanitaire et du social. Particulièrement dans une période où les nouveaux modes de management, l'intensification des modes de production sont générateurs de souffrance au travail.

D'ores et déjà, la perspective d'une deuxième rencontre régionale est posée avec peut-être la perspective de l'élargir à d'autres partenaires et d'autres secteurs d'activités.

Assemblée Générale de L'IRHS



« rapport d'activité et les perspectives 2010/2011 »

Une quarantaine de participants assistaient à l'AG de l'IRHS qui se tenait cette année à Tarbes dans les locaux de la Bourse du Travail. L'accueil des militants et militantes de l'IDHS 65 fût fort chaleureux, chaque participant a reçu un présent particulièrement représentatif de la gastronomie du territoire. Après le mot de bienvenue de Jean-François LAPEYRE secrétaire général de l'UD, M. BERNARD-ROIGT a introduit la discussion par le rapport d'activité et les perspectives 2010/2011. Extraits

SUR LES PERSPECTIVES 2010

Nous vous proposons de mener à bien les projets que nous avons entamé en 2009, il s'agit de la publication du livre sur l'aéronautique et celui sur les " 40 ans d'activité régionale ". S'agissant de l'aéronautique nous vous proposons à l'issue de l'AG et si bien sûr vous êtes d'accord de lancer une souscription vente du livre auprès des salariés afin de nous permettre de collecter les fonds nécessaires à son édition. Les institutionnels et les partenaires habituels seront également contactés sous une forme plus élaborée et pour des commandes collectives à l'exemple de ce que nous avons fait pour la sortie du

livre de BOSCUS. Vous avez dans vos chemises un modèle de maquette qui serait tirée en nombre d'exemplaires nécessaires pour chaque institut. Cette souscription commencerait dès à présent et s'arrêterait le 15 octobre.

Sur les " 40 ans d'activité régionale " nous réfléchissons avec le Comité Régional et le collectif des secrétaires régionaux quelle serait la meilleure façon d'organiser la discussion autour du livre sans s'immiscer dans les débats de la conférence régionale.

Par ailleurs nous proposons de développer fin 2010 début 2011 une activité autour du thème " Cinéma et travail ". Qu'est-ce qui motive cette proposition ? En premier lieu la CGT et le cinéma ont une longue histoire commune puisque comme vous le savez la CGT est à l'origine de la création du festival de Cannes et est toujours membre du comité d'organisation. Lorsqu'on lit la littérature sur ce thème on apprend que la CGT et le cinéma sont nés la même année, des travaux de recherche sur les relations syndicats/cinéma ont été menés à l'occasion de leurs centenaires respectifs. En 2004 la CGT a organisé à Roubaix une rencontre sur le travail et sa représentation cinématographique autour du slogan "FILMEZ

LE TRAVAIL "

D'autres études comme le livre de l'historien du mouvement ouvrier Michel CADE, historien du cinéma s'est intéressé à la représentation des ouvriers dans la fiction française. Il pose le paradoxe du retour à l'écran du monde ouvrier au moment où sociologiquement d'aucuns affirment que la classe ouvrière serait en voie de disparition.

Bien évidemment ces informations nous les avons collectées au fur et à mesure de notre intérêt à vous proposer d'organiser cette initiative Cinéma et Travail. Nous vous proposons de construire en réseau des initiatives (à définir) avec les IDHS de Midi-Pyrénées qui nous permettrait de montrer comment le cinéma évoque le travail. Nous pourrions organiser ces initiatives en partenariat avec des salles présenter des films documentaires, de fiction récente ou ancienne, organiser des débats entre réalisateurs et militants. La forme de l'initiative serait régionale et pourrait démarrer par une initiative centralisée à Toulouse ou sa banlieue puis donner lieu à des initiatives en collaboration avec les instituts départementaux à AUCH, TARBES et ALBI voir MONTAUBAN. Des contacts ont déjà été pris et nous avons un bon accueil . "



MACIF - CGT LE PROGRÈS SOCIAL POUR TRAIT D'UNION

Notre engagement : vous faciliter l'action militante

- Assurer les Militants
- Défendre les Militants
- Assurer votre Syndicat
- Assurer votre Comité d'Entreprise
- Gérer votre Trésorerie

Vous souhaitez en savoir plus ?

Macif - Direction des Partenariats - 79037 Niort cedex 9
partenariat@macif.fr

Partenaire



TOURISTRA
Vacances

Partenaire privilégié de l'ANCAV TT

FAITES VOS VALISES
TOURISTRA VACANCES VOUS EMMÈNE
EN FRANCE ET A L'ETRANGER
DANS PLUS DE **30** VILLAGES
VACANCES



Générosité
Découverte
Partage
Loisirs
Sports
Animation
Balades
Convivialité
Solidarité

Sodistour - Touristra Vacances. Agence de voyages LI 075 95 0515



**Associations et collectivités,
contactez votre association :**

Départements 09 • 12 • 31 • 32 • 46 • 65 • 81 • 82

Tourisme & Loisirs Culture Midi-Pyrénées : Tél. : 05 61 29 83 29 // tl-midi@ancavtt.asso.fr
3, rue Merly 31000 Toulouse

www.touristravacances.com